de Paix, ainsi que le cas pourra être, devant lequel la conviction pourra avoir eu lieu, adressé à quelque Connétable ou Officier de Paix que ce soit, et le surplus de l'argent prélevé, après avoir déduit la Pénalité et les Frais, sera remis au Délinquant.

XXXV. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, que dans le cas où le délinquant convaincu n'aura pas assez de biens ou d'effets sur lesquels on puisse lever la pénalité et les frais, il sera sujet à être et sera, si la pénalité à laquelle il pourra avoir été condamné excède dix Livres, emprisonné pour un tems n'excédant point trente jours, et dans les cas où la pénalité n'excédera point cette somme, pour un terme n'excédant point quinze jours.

Lorsqu'un Défendeur n'aura pas assez de biens ou effets pour la levée des frais, &c. il sera mis en prison.

XXXVI. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, que l'information ou plainte qui, en quelque tems que ce soit, pourra être faite à quelque Juge de Paix que ce soit, contre toute personne contrevenant à cet Acte dans le dit District Inférieur de Gaspé, ou dans le Comté de Cornwallis ou Northumberland, à l'Est du Cap Tourmente, et l'ordre expédié par le dit Juge de Paix en vertu d'icelle, seront dans les formes prescrites dans l'Appendice de cet Acte, lettres (C & D), et lorsque l'offense commise sera au-dessus de la juridiction d'un Juge de Paix, tel que pourvû par cet Acte, et du ressort de la susdite Cour Provinciale, ou de la Cour de Sessions Générales de la Paix, tel Ordre sera suivant le cours et la pratique des dites Cours respectivement.

L'information ou la plainte et ordre, seront dans la forme prescrite dans les Lettres C. D.

XXXVII. Et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, qu'entre la signification et le rapport de chaque tel Ordre comme susdit, il y aura au moins trois jours intermédiaires, et un jour de plus pour chaque cinq lieues qu'il pourra y avoir entre le lieu de la résidence du Juge de Paix, ou la place où pourra se tenir la Cour, et la résidence ou domicile ordinaire du défendeur.

Un certain nombre de jours alloué pour la signification et le rapport.

XXXVIII. Pourvû toujours, et qu'il soit de plus statué par l'autorité susdite, que dans les cas où le délinquant ne sera pas résident dans le dit District Inférieur, ou dans l'un ou l'autre des dits Comtés où l'offense pourra avoir été commise, et que les circonstances rendront expédient de mettre en force, sans délai, les pénalités imposées par cet Acte, il sera loisible à tout Juge de Paix devant lequel l'information ou la plainte aura été faite, d'expédier un Ordre dont le rapport pourra être fait immédiatement après la signification d'icelui, ou sous tel tems raisonnable qu'il fixera par le dit Ordre, et si, sur le rapport de tel Ordre, ou au tems fixé par icelui, le Défendeur ne paroît point pour y répondre, le Juge de Paix qui aura expédié tel Ordre, ayant preuve satisfaisante qu'il a été signifié.

Cas dans lesquels les Juges de Paix peuvent procéder d'une manière sommaire.